

Traduction de l'article de Fortune Magazine en français du 20 juillet 2021 intitulé
« The West doesn't need Chinese tech to fight climate change »

L'Occident n'a pas besoin de la technologie chinoise pour lutter contre le changement climatique

Lorsque la nouvelle est sortie il y a quelques semaines que les États-Unis avaient interdit les importations d'une grande partie des panneaux solaires en provenance de Chine, des questions se sont posées immédiatement : Dans quelle mesure cela va-t-il retarder le passage de l'Amérique aux énergies propres ? Pouvons-nous nous permettre de rejeter des équipements nécessaires alors que l'avenir de la planète est en jeu ?

La vérité est que des interdictions comme celle-ci peuvent être le meilleur moyen de maintenir la lutte contre le changement climatique.

Pour comprendre pourquoi, il faut d'abord comprendre les raisons pour lesquelles l'administration Biden a interdit l'importation de polysilicium produit par la société chinoise Hoshine Silicon, et de tout produit de fabrication étrangère qui en contient.

Le polysilicium est utilisé pour fabriquer les cellules photovoltaïques (PV) des panneaux solaires, et Hoshine en est le plus grand producteur au monde. Cependant, la rumeur a longtemps couru, et est devenue récemment indéniable, que pour fabriquer son produit, Hoshine utilise du travail forcé dans les camps de détention ouïgours du Xinjiang.

Quel que soit le produit concerné, la nécessité de condamner le travail forcé est un impératif moral. Il est certain qu'aucune entreprise située dans une démocratie occidentale n'a recours à cette technique de réduction des coûts ; cela fait plus d'un siècle et demi que les derniers esclaves ont travaillé dans les champs de nos pays. Les entreprises et les gouvernements occidentaux travaillent sans relâche pour réduire leur empreinte carbone, tandis que la Chine continue à construire des centrales à charbon et à soutenir ses industries "stratégiques" au moyen de subventions massives, bien au-delà de ce que l'OMC autorise. Réaliser toutes ces mesures combinées équivaut à un triple dumping, ce qui voulait dire qu'il faudrait éliminer les concurrents étrangers non seulement en utilisant des subventions gouvernementales pour fixer le prix des biens à un prix inférieur au coût, mais aussi en ayant des standards sociaux et environnementaux au rabais.

Mais la dure réalité est que c'est le mode d'emploi qui a permis aux fabricants chinois de dominer le marché mondial dans de nombreux secteurs. Certes, il faut également reconnaître l'esprit d'entreprise du peuple Chinois, et la résilience de ce peuple pendant la période noire du communisme extrême qui a pris fin il y a seulement quelques décennies. Toutefois ces qualités réelles ne suffisent pas à expliquer le "miracle chinois".

Les pays occidentaux étaient autrefois en mesure de conserver des avantages par rapport aux pays en développement qui recouraient à de telles tactiques, grâce à leurs taux d'innovation supérieurs. Les pays occidentaux étaient autrefois en mesure de conserver des

avantages par rapport aux pays en développement qui recouraient à de telles tactiques, grâce à leurs taux d'innovation supérieurs. Cela ne fonctionne plus avec une Chine qui est capable de faire atterrir un rover sur Mars, de lancer une nouvelle station spatiale et de faire décoller des avions hypersoniques. Pour l'instant, la Chine l'emporte grâce à une puissante combinaison de technologies du 21e siècle et de normes sociales et de travail du 19e siècle, ainsi que de normes environnementales au rabais. Pour le secteur photovoltaïque, cette combinaison lui a permis, en l'espace de quelques années seulement, de surgir de nulle part et d'amasser une part de marché de 71 %. Elle détient aujourd'hui 73 % de la capacité mondiale de production de batteries lithium-ion, elle a sept fabricants parmi les dix premiers fabricants mondiaux d'éoliennes et 90 % de l'extraction et du raffinage des terres rares.

Et concernant la fabrication de véhicules électriques, sa capacité à construire 8 millions de voitures électriques par an lui confère un potentiel de production supérieur à celui des États-Unis et de l'Europe réunis. Le fait que cette domination s'exerce aujourd'hui dans le secteur des technologies vertes rend encore plus cruciale la recherche **d'un moyen permettant d'uniformiser les règles du jeu.**

Le changement climatique est la plus grande menace à laquelle sont confrontées les sociétés du monde entier, et nous savons que de nombreux changements sont nécessaires. Il est toutefois difficile de convaincre les gens de faire les investissements et les ajustements nécessaires. Nombre d'entre eux considèrent des projets comme le Green New Deal comme des tueurs d'économie. Ce n'est pas forcément le cas - il est possible de faire en sorte que l'innovation verte crée des emplois et génère une prospérité générale à des niveaux qui compensent largement les effets négatifs. Cependant, jusqu'à présent, les partisans des politiques de lutte contre le changement climatique n'ont pas réussi à dresser un tableau convaincant pour les plus sceptiques.

Imaginez maintenant combien ce défi se complique si les populations soupçonnent que tous les avantages économiques de la révolution technologique verte iront à l'économie chinoise. Ce soupçon existe déjà, et il est compréhensible compte tenu des règles actuelles du libre-échange.

Échapper à la dépendance à l'égard de la Chine

L'Occident ne peut que souffrir si le passage à l'énergie propre et à d'autres technologies vertes crée une dépendance massive vis-à-vis de la Chine - et il n'y aura qu'un pas à franchir pour passer des enjeux économiques aux enjeux de sécurité nationale.

Attendez-vous à ce que cela déclenche une hostilité généralisée. Nous en avons eu un avant-goût lorsque les chocs de la chaîne d'approvisionnement de la pandémie ont mis en évidence les problèmes de dépendance des pays occidentaux vis-à-vis de la Chine. Si les contribuables entendent leurs politiciens réclamer d'énormes dépenses, mais voient que l'argent se traduit uniquement par des salaires à l'autre bout du monde, le ressentiment augmentera. Il pourrait ralentir, voire stopper, le déploiement des infrastructures que nous savons nécessaires pour réduire l'empreinte carbone des villes, des nations et du monde entier.

L'interdiction du Hoshine Silicon est donc le type d'action qui rend possible le passage à une énergie propre. Mais ce n'est qu'une action parmi tant d'autres, qui doit se produire grâce aux efforts des démocraties occidentales travaillant en front commun.

La meilleure solution prendrait la forme d'un "contrat mondial" entre les nations qui s'engageraient mutuellement à effacer les différences de coûts de main-d'œuvre au sein des industries stratégiques, notamment celles liées à la lutte contre le changement climatique. Cette zone pourrait être constituée de pays partageant les mêmes idées et représentant plus de 50 % du PIB mondial.

L'accord que j'ai en tête établirait une vaste zone économique de libre-échange rassemblant les démocraties occidentales dont les valeurs sont alignées en ce qui concerne les normes sociales et du travail, les normes environnementales et l'engagement à lutter contre le changement climatique. En signant ce contrat, ces démocraties s'engageraient à respecter ces normes dans leurs échanges commerciaux et à exiger une compensation pour tout dumping social, de travail, ou environnemental aux frontières de la zone. On peut voir cela comme une sorte de tarif douanier ou de taxe aux frontières, mais le mot "compensation" exprime plus précisément le fait que les personnes et les régions qui sont actuellement les perdants d'un système de libre-échange injuste et contraire à l'éthique ne devraient pas avoir à supporter les coûts de l'exploitation des autres.

Les compensations seraient partiellement reversées aux pays exportateurs, afin de les inciter à converger. Le reste des compensations bénéficierait aux personnes et aux régions qui sont actuellement les perdants du système commercial. Les secteurs autres que celui de l'énergie propre (textile, habillement, meubles, jouets, etc.) bénéficieraient de compensations marginales, afin d'encourager la convergence vers des normes sociales, environnementales et de travail élevées. Les nations les moins développées pourraient se voir reverser la totalité des sommes collectées aux frontières, via les ONG. Les nations qui commettraient des atteintes flagrantes aux droits de l'homme ne recevraient rien. Les compensations accordées aux nations seraient ajustées en fonction de leur niveau de conformité avec les principaux objectifs fixés par l'Organisation internationale du travail en matière de travail des enfants, de travail forcé, de discrimination et de liberté syndicale.

Tout cela vous semble-t-il trop optimiste quant à la capacité des démocraties occidentales à travailler de concert ? J'aurais pu le penser moi-même il n'y a pas si longtemps. Mais notez les progrès remarquables de l'administration Biden pour amener les nations à s'aligner sur un plan minimum d'imposition des sociétés. De la même manière, le contrat mondial pourrait être adopté d'abord par le G7, puis par le G20, et enfin plus largement. Tous répondraient à la nécessité non seulement de faire progresser la révolution de l'énergie verte, mais aussi de démontrer la supériorité des gouvernements démocratiques. À mesure que de plus en plus de personnes dans le monde verraient les démocraties se concentrer sur le bien-être des personnes et de la nature, la pression sur les autocraties augmenterait.

Je suis convaincu que si les États-Unis menaient un tel effort, l'Europe et d'autres démocraties s'y joindraient avec enthousiasme. Avec la croissance rapide de la puissance de la Chine, le climat de coopération au sein des démocraties libérales est en train de changer, et c'est un changement de tendance pour le mieux.

